

---

# La sécurité avancée Québec 2003

Profil de l'industrie

**CATA***Alliance*  
Alliance canadienne des technologies avancées



## LA TABLE DES MATIÈRES

---

1. AVANT-PROPOS .....	2
2. LE PROFIL DE L'INDUSTRIE .....	3
3. LA STRATÉGIE DE MARCHÉ .....	4
4. LE COMMERCE HORS QUÉBEC .....	5
5. ÉDUCATION ET R-D .....	6
6. FINANCEMENT .....	7
7. ÉTUDES DE CAS.....	8
8. CONCLUSION ET PISTES DE RÉFLEXION.....	9

# 1. AVANT-PROPOS

---

La sécurité est à l'ordre du jour. Depuis le 11 septembre 2001, ce qui allait de soi en matière de sécurité, de confiance et de vulnérabilité dans notre environnement immédiat a été remis en question. La société de l'information dont Internet est le symbole a les nerfs exposés au vent : notre mode de vie est fondé sur la facilité d'accès. Pas sur la protection.

Mais de quelle sécurité avons-nous besoin? L'ère qui va des châteaux forts au mur de Berlin est révolue. D'ailleurs, même la grande muraille de Chine n'a jamais empêché les invasions mongoles. Nous vivons dans une maison de verre et nous devons inventer des formes inédites de sécurité qui respectent la transparence sans brimer la vie privée. Voilà pourquoi cette étude parle de « sécurité avancée ».

Entre avril et mai 2003, plus de 180 entreprises québécoises faisant de la sécurité avancée ont été identifiées et affichées dans le site web de l'*Alliance* canadienne des technologies avancées (CATA)-Québec (<http://www.cata.ca>). Les entreprises dont le nom ne figure pas dans la base de données peuvent s'inscrire au répertoire de l'industrie. Ensuite, de mai à août 2003, un sondage a été mené par courriel, télécopieur et téléphone. Le taux de réponses s'est élevé à 51% (91 entreprises sur 181). Au même moment, une série d'interviews personnalisées a été menée. Ce qui a donné lieu à 12 études de cas.

L'étude sur la sécurité avancée au Québec est un travail indépendant du rapport intitulé *Canadian Advanced Security Industry Profile 2003* publié par CATA Québec le 23 octobre 2003. Cependant, la réalisation du rapport à caractère canadien a permis d'établir des comparaisons fort utiles pour le développement de l'industrie au Québec.

L'étude sur la sécurité avancée au Québec est le fruit d'un effort collectif. Elle a été financée en partie par sept organismes, tant du secteur public (Conseil du trésor du Québec, Industrie Canada, Affaires étrangères et commerce international) et des commanditaires du secteur privé (Bell Canada, BMO Groupe financier, LGS et Postes Canada).

## 2. LE PROFIL DE L'INDUSTRIE

---

L'industrie de la sécurité avancée est composée à la fois d'entreprises spécialisées à 100% en sécurité et d'entreprises hybrides dont la mission recouvre plusieurs activités différentes (informatique, télécommunications, audit, gestion de risque, etc.).

L'entreprise québécoise typique de la sécurité avancée est une PME de 10 employés (la médiane). L'industrie est concentrée principalement à Montréal et accessoirement à Québec.

### UN PÔLE STRATÉGIQUE ET UN PÔLE SECONDAIRE

Région	Sociétés	%
Montréal	138	76,2
Québec	31	17,1
Base Québec	181	93,4

Source: Étude Alliance Cata- Avril-Août 2003

Soixante cinq pour cent des entreprises québécoises ayant participé à l'étude oeuvrent dans le domaine de la sécurité de l'information contre 27% qui consacrent leurs activités à la sécurité physique. Celles qui font les deux représente 8% des entreprises interviewées. Ce qui montre un début de convergence de la sécurité physique vers la sécurité de l'information.

Le Québec compte plus de 3 900 employés en sécurité avancée et cette industrie génère selon les estimations de CATA Québec quelques centaines de millions de dollars. À elles seules, les entreprises ayant fourni l'information en sécurité avancée (29 % des entreprises) ont déclaré qu'elles réalisent plus 250 millions de dollars.

### 3. LA STRATÉGIE DE MARCHÉ

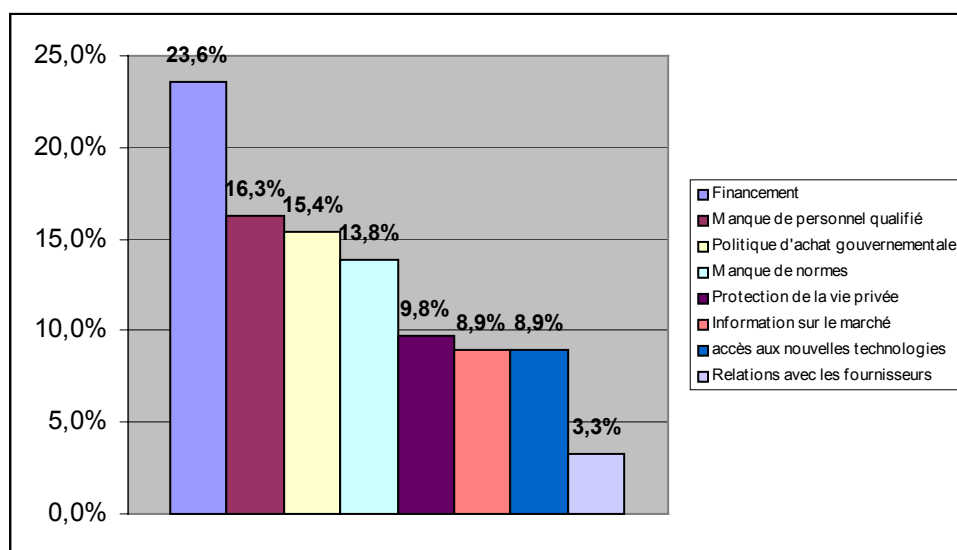
---

L'industrie québécoise de la sécurité avancée est en pleine croissance. Quarante-trois pour cent des entreprises se trouvent dans la phase du début de la commercialisation. Seulement 2% estiment avoir atteint la maturité. Les revenus sont en hausse pour 89% des entreprises. Malgré la crise des télécoms, la croissance est vite revenue dans le secteur de la sécurité alors qu'elle stagne encore dans les autres secteurs des technologies d'information.

Le marché de l'industrie québécoise de la sécurité avancée est divisé entre le secteur public (gouvernements, ports et aéroports) et le secteur privé (finance, télécommunications, pharmaceutiques, etc.). Dans le secteur privé, ce sont les industries réglementées qui font le plus appel à l'industrie de la sécurité avancée. D'un point de vue de taille, ce sont principalement les grandes entreprises ou les PME en croissance qui recourent aux services de la sécurité avancée. Le marché résidentiel est presque toujours négligé.

La commercialisation se trouve au premier rang des objectifs visés par les entreprises de sécurité avancée pour l'année en cours et à venir. D'ici deux ans, ces mêmes entreprises prévoient lancer de nouveaux produits. En général, les entreprises optent de croître par croissance interne plutôt que par acquisition d'entreprises (l'inscription en bourse est quasiment absente des projets des entreprises). Parmi les obstacles à la croissance les plus fréquemment cités par les entreprises québécoises, le problème du financement occupe le premier rang suivi par le manque de personnel qualifié. Enfin, bien des entreprises déplorent la politique d'approvisionnement des gouvernements ou encore leur peu de souci pour l'application des normes.

LES OBSTACLES À LA CROISSANCE



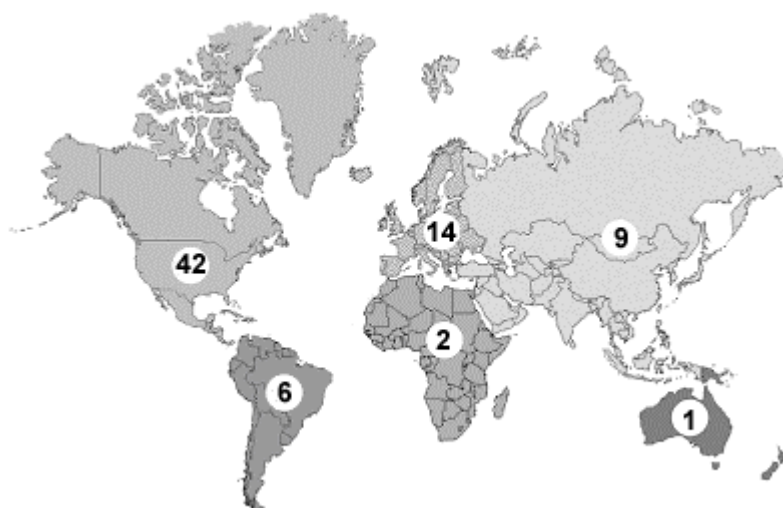
Source: Etude Alliance Cata- Avril-Août 2003

## 4. LE COMMERCE HORS QUÉBEC

---

71% des entreprises québécoises opèrent à l'international. Le marché des États-Unis reste la principale destination avec 91% des ventes réalisées à l'export. L'Europe demeure de loin la destination privilégiée des exportations outre-mer (44%), l'Asie et le Moyen-Orient viennent en deuxième position (30%). Avec 20% l'Amérique Latine occupe la troisième position suivie par l'Afrique (4%) et l'Océanie (2%).

### LES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES



Source: Etude Alliance Cata- Avril-Août 2003

Plus de 91% des entreprises exportatrices affirment engager des activités de recherche et de développement. Ce pourcentage élevé indique que la R-D est une condition *sine qua non* pour les exportations québécoises. Le but, c'est de relever le défi de la concurrence à travers l'amélioration de la qualité des produits existants et la réduction des coûts.

Pour exporter, 2/3 des entreprises exportatrices utilisent les ventes directes et les ventes indirectes. Le recours à un intermédiaire local est un mode de distribution plus répandu au Québec quand on utilise les ventes indirectes. L'utilisation des contacts personnels est la forme de distribution la plus privilégiée quand il s'agit des ventes directes.

Plus de 53% des entreprises exportatrices n'utilisent aucun programme gouvernemental pour exporter.

## 5. ÉDUCATION ET R-D

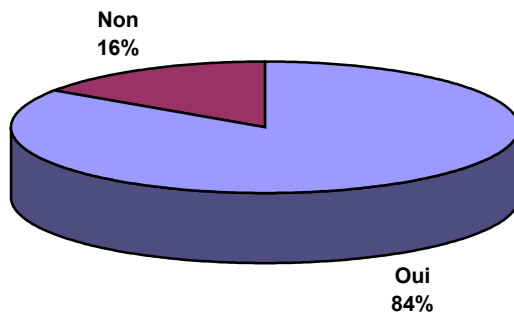
---

La formation tant en entreprise que dans les institutions d'enseignement fait problème au Québec. Les entreprises estiment souvent que le manque de personnel qualifié est un obstacle à leur croissance. Les entreprises canadiennes accordent beaucoup moins d'importance à cette question.

Au Québec, aucune université ne propose de programme d'études de premier cycle ou de deuxième cycle en sécurité avancée (informatique ou physique). Les universités québécoises offrent des cours en sécurité informatique et/ou en sécurité physique qui se limitent dans la plupart des cas à une introduction générale à la sécurité avancée.

La quasi-totalité des fabricants d'équipements ou d'éditeurs de logiciels (96%) poursuit des activités de R-D. Le pourcentage des fournisseurs de services est moindre (76%). Dans l'ensemble, 84% des entreprises québécoises œuvrant dans la sécurité avancée font de la R-D. Les équipes de R-D sont cependant petites – 5 employés (médiane).

### L'ACTIVITÉ DE LA R-D



Source: Etude Alliance Cata- Avril-Août 2003

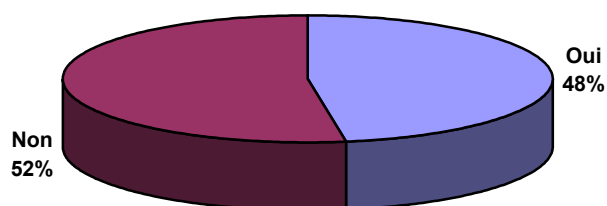
L'objectif de la R-D est d'abord technologique: 80% des entreprises visent par leur activité de R-D de créer de nouveaux produits ou encore, d'améliorer les produits et les services existants. Dans 20% des cas, l'objectif est l'ouverture de nouveaux marchés, ce qui dénote un regain d'intérêt pour la commercialisation.

## 6. FINANCEMENT

---

Plus de 50% des entreprises québécoises de sécurité avancée recherchent du financement. Le nombre véritable est sans doute encore plus important : nombre d'entrepreneurs disent avoir abandonné leurs projets de recherche de financement à cause du contexte actuel de pénurie de capital de risque – ou encore, à cause des exigences des firmes de capital de risque qui seraient selon plusieurs «déraisonnables».

LE FINANCEMENT: L'ÉTERNEL PROBLÈME



Source: Etude Alliance Cata- Avril-Août 2003

Les buts visés par la recherche de financement se divisent également entre la R-D et la commercialisation des produits: tels sont les deux buts avancés par l'industrie quand elle recherche du financement. Seules 4% d'entre-elles recherchent du financement pour croître ou encore pour acquérir de nouvelles entreprises.

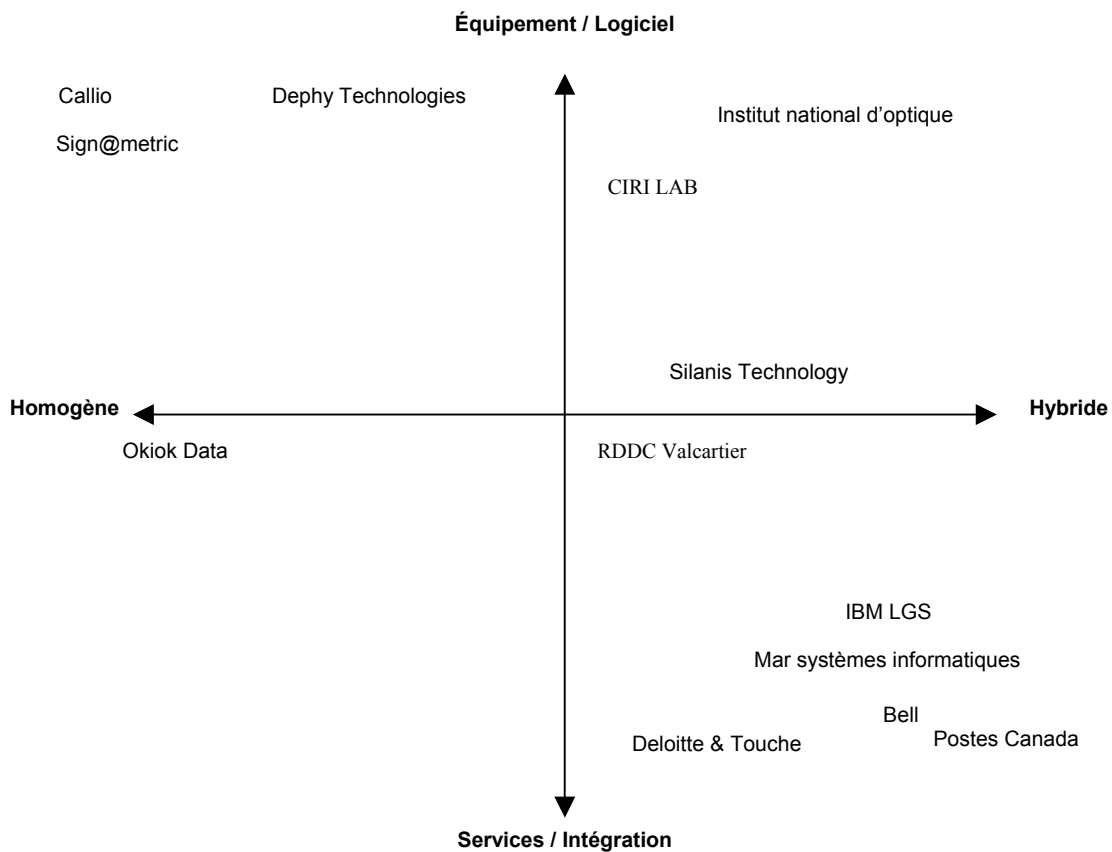
Quant à la source de financement possible, les entreprises québécoises préféreraient s'adjoindre un partenaire canadien ou étranger (47% des réponses) au lieu de tableer sur le capital de risque (35 % des réponses). D'autres sources possibles de financement, comme l'inscription en bourse ou la demande de subventions gouvernementales sont carrément rejetées.

## 7. ÉTUDES DE CAS

---

Les treize entreprises qui font l'objet d'une présentation détaillée ont été choisies en fonction des différents segments de cette industrie ainsi qu'en fonction de l'intensité de leurs activités en sécurité avancée. Ces entreprises possèdent également une ou plusieurs des trois qualités décrites ci-dessous :

- ❑ Un modèle d'affaire original
- ❑ Une stratégie d'exportation efficace
- ❑ Une technologie ou un service commercialement viable



Les entreprises situées du côté gauche du schéma se consacrent entièrement à la sécurité avancée. Callio Technologies et Sign@metric développent des logiciels de sécurité. Okiook Data se définit à la fois comme un développeur de logiciels et un fournisseur de services. Les entreprises situées à droite sont des sociétés hybrides dont l'activité principale n'est pas liée à la sécurité avancée. Deloitte & Touche, Bell, IBM, Postes Canada, Mar Systèmes Informatiques, Silanis Technology et l'Institut national d'optique (INO) proposent une vaste panoplie de services au sein desquels la sécurité avancée n'est qu'un volet parmi d'autres – même si important en chiffres absolus.

## 8. CONCLUSION ET PISTES DE RÉFLEXION

---

Le secteur de la sécurité avancée est porté par un mouvement de croissance généralisée. Il s'agit d'un phénomène qui n'est pas strictement québécois. Le reste du Canada connaît la même croissance. Trois éléments clés caractérisent ce développement:

- *Les technologies sécuritaires sont devenues accessibles aux PME.* Ce mouvement en direction de la PME suscite la naissance d'une nouvelle génération de fournisseurs d'équipement et de services en sécurité qui y voient une promesse de revenus à court et moyen terme. Toutefois, l'offre de ces nouveaux venus est très inégale.
- *Convergence entre la sécurité physique et la sécurité de l'information.* La tendance à la convergence est encore débutante, mais elle est irréversible. Cette industrie qui était traditionnellement axée sur les systèmes d'alarme et le gardiennage a explosé avec la numérisation de la plupart des technologies sécuritaires (systèmes vidéo, authentification, biométrie...). Il en résulte une série d'applications conçues pour protéger à la fois l'information, les bâtiments et les personnes.
- *Résolution du paradoxe de la sécurité.* Il y a une contradiction profonde entre la tendance à l'ouverture des réseaux dont Internet demeure le modèle et sa conséquence qui est la nécessité d'ériger des barrières de plus en plus nombreuses pour se protéger des intrus, vandales et autres pirates informatiques. La dématérialisation de l'économie met de l'avant les solutions sécuritaires basées sur la protection des contenus – non sur la défense d'un périmètre physique

### **Recommandations : La sécurité exige l'intervention gouvernementale**

Par définition le domaine de la sécurité avancée ne devrait pas échapper à l'action gouvernementale en raison de ses différentes implications : L'ordre public est le rôle séculaire de l'État. Le commerce ne fait pas l'exception. Pour aider l'industrie québécoise de la sécurité avancée à se développer, le gouvernement devrait jouer au moins 3 rôles décisifs :

- ✓ Le rôle gouvernemental No 1: Établir un partenariat durable avec les PME. Le gouvernement devrait reconnaître la nécessité de traiter l'industrie de la sécurité avancée comme un secteur à part qu'il faut promouvoir en organisant son aide et ses services de façon à répondre aux besoins spécifiques de cette industrie.
- ✓ Le rôle gouvernemental No 2 : Éducation et formation. Le gouvernement devrait encourager le développement d'un forum structuré entre les universités, le secteur privé et le gouvernement.
- ✓ Le rôle gouvernemental No 3 : La transparence et l'obligation de rapporter les incidents. Le gouvernement devrait prendre les mesures qui s'imposent pour encourager la transparence par rapport aux incidents de la sécurité.